

La stratégie des États-Unis face à l'État islamique

« Nous allons assister à une plus grande implication américaine sur les terrains mouvants d'Irak et de Syrie. Cela ne me surprendrait pas qu'ils envoient des unités d'opérations spéciales d'ici un an. »

ENTRETIEN avec *Fawaz Gerges* par *Jordi Bertran*

Les bombes américaines ne vont pas réussir à anéantir l'État islamique (EI) au Levant. Il en faut bien plus. Former et armer des groupes de l'opposition sur le terrain n'est pas suffisant non plus. C'est là ce que pense Fawaz A. Gerges, professeur de Relations internationales de la London School of Economics and Political Sciences, qui défend une approche politique complémentaire de l'action armée pour pouvoir extirper l'implantation gagnée par l'État islamique parmi des communautés sunnites qui se sentent marginalisées. Après la première semaine de bombardements de la coalition internationale dirigée par les États-Unis sur des positions de l'EI en Syrie, Gerges n'écarte pas que les USA envoient des soldats d'opérations spéciales d'ici un an et que leur implication dans la région ne s'élargisse.

AFKAR/IDEES : *D'après vous, quelles sont les chances de succès de la stratégie nordaméricaine en Irak et en Syrie pour contrecarrer la menace que suppose l'État islamique ?*

FAWAZ GERGES : Les perspectives de succès sont très faibles. Peut-être que cette campagne réussira à affaiblir l'EI mais elle ne pourra pas le faire sortir de certains de ses principaux bastions, des villes ou des villages tels Mossoul, Falloujah, Tikrit... Si l'EI a grandi ce n'est pas seulement en nombre d'effectifs, mais parce qu'il s'est aussi mélangé avec des communautés sunnites

locales en Irak et en Syrie, où il s'érige comme leur défenseur face aux gouvernements sectaires de ces deux pays. Il a réussi à établir une base sociale qui lui a permis de s'étendre. Même une campagne militaire plus grande ne pourrait pas le vaincre. La stratégie américaine est conçue d'en haut vers le bas pour dégrader et affaiblir l'EI, mais elle devrait inclure aussi une approche complémentaire plus effective (d'en bas vers le haut) pour l'arracher des communautés locales. Il faudrait travailler avec ces communautés pour les convaincre, en Irak et en Syrie, du fait que l'EI n'est pas leur allié, ni leur défenseur ni leur fer de lance pour lutter contre les régimes locaux. Logiquement, ceci est plus facile à dire qu'à faire, puisque cela requiert beaucoup de travail et un grand investissement idéologique et matériel pour commencer à réduire la tension sectaire qui ébranle la région.

A/1 : *Les États-Unis cherchent l'appui du gouvernement irakien et de l'opposition syrienne.*

F.G. : Les Américains sont conscients du fait que les attaques aériennes n'anéantiront pas l'EI. C'est la raison pour laquelle ils veulent compléter leur intervention en forgeant une alliance avec le gouvernement irakien et les rebelles modérés en Syrie. Mais le nouveau gouvernement de Bagdad n'est pas assez fort et sa légitimité face aux communautés sunnites n'est pas suffisante. En raison de cela, deux ou trois mois après la

prise de Mossoul par l'EI, le gouvernement irakien n'a pas avancé sur le terrain et il n'a pas réussi à se rapprocher des communautés sunnites. En Syrie, la stratégie américaine à long terme est ancrée sur des prémices incertaines et risquées. Tout d'abord, la certitude de pouvoir renforcer à nouveau l'opposition modérée. Ce qui ne peut pas arriver avant deux ou trois ans. Cependant, il ne fait pas de doute que ni la Syrie ni le Moyen-Orient n'entraient dans les plans du président Obama, qui avait fixé la région Asie-Pacifique comme sa principale priorité en politique étrangère. Mais les faits, et la logique propre d'une région qui continue à surprendre les leaders occidentaux, ont obligé Obama à changer d'avis. De plus, les USA vont à nouveau devoir faire face à une intervention à long terme. Cela ne me surprendrait pas que de voir les Américains plus profondément impliqués sur le terrain et qu'ils envoient des unités d'opérations spéciales d'ici un an. Bien que jusqu'ici Obama ait affirmé qu'il n'avait pas l'intention de le faire, le chef d'État-major nordaméricain, le général Mark Dempsey, y a déjà fait référence. De plus, d'ici deux ans et avec un nouveau président, nous allons assister à une plus grande implication américaine sur les terrains mouvants d'Irak et de Syrie.

A/1 : *Alors que l'opposition rebelle modérée se trouve affaiblie, Bachar al Assad sortira-t-il renforcé des bombardements sur l'État islamique en Syrie ?*

➤ Nous assistons à une nouvelle guerre froide qui a permis à des groupes terroristes et sectaires de prospérer

F.G. : Les Américains connaissent bien les contradictions de leur stratégie et ils savent qu'Al Assad peut en tirer avantage à court terme. Mais selon moi, Al Assad devrait s'inquiéter. S'il est vrai que maintenant cette coalition internationale attaque ses ennemis, elle peut finalement tourner ses armes vers Damas. D'un autre côté, les attaques aériennes s'effectuent sur des régions lointaines (comme Raqqa) auxquelles le régime de Damas n'a pas accès. De plus, les Américains sont en train de former entre 3 000 et 5 000 soldats de l'Armée Syrienne Libre par an, ce qui montre clairement qu'ils veulent que ce soit eux qui remplissent le vide que pourra laisser l'EI.

A/1 : *Comment peut-on réduire la tension sectaire entre sunnites et chiïtes dans la région ?*

F.G. : Il faut bien comprendre que nous nous trouvons face à une nouvelle guerre froide, face à une faille qui a permis aux groupes terroristes et sectaires de prospérer. Dans cette nouvelle guerre froide, entre sunnites sous l'influence de l'Arabie saoudite et chiïtes sous celle de l'Iran, les tensions sectaires se sont enflammées, ce qui a aidé à la naissance et au renforcement de groupes surgis à l'ombre d'Al Qaida. L'EI est une armée sectaire et génocidaire qui haïe les chiïtes et désire les éliminer, c'est là leur priorité. À la différence d'Al Qaeda, son principal ennemi est un ennemi proche, non



Fawaz Gerges, au cours du débat « Démocratie en construction » à Barcelone en 2008./IEMED

pas l'Occident. Je crois, cependant, que les deux puissances régionales, l'Iran et l'Arabie saoudite, reconnaissent maintenant le danger ; leurs ministres des Affaires étrangères ont admis après leur rencontre à New York à la fin septembre que le soulèvement et les avancées de l'EI menacent la sécurité régionale et leur propre sécurité nationale et ils ont promis de travailler ensemble pour réduire les champs minés de tension de la région. À nouveau, ceci est plus facile à dire qu'à faire. Peut-être y arriveront-ils en

Irak, mais ils sont en concurrence directe en Syrie, au Liban ou au Yémen. Il va falloir beaucoup de négociation politique pour mettre fin à cette guerre par procuration en Syrie, principal foyer de tensions sectaires.

A/1 : *L'État islamique a menacé de provoquer des attentats contre des citoyens et des intérêts des pays de la coalition dirigée par les USA. Jusqu'où ces représailles peuvent-elles arriver ?*

F.G. : À la différence d'Al Qaida, les principaux objectifs de l'EI étaient les gouvernements locaux, les chiïtes et les minorités. Maintenant que les USA et leurs alliés ont placé l'EI dans leur ligne de mire, nous nous trouvons devant une scène de guerre totale. Ceci dit, je crains que l'EI n'exécute tous les prisonniers occidentaux, ses actifs les plus précieux. De plus, cela ne me surprendrait pas qu'à partir de maintenant l'EI attaque

la partie la plus vulnérable des intérêts occidentaux dans la région, comme, par exemple, les missions diplomatiques au Yémen, au Liban, en Jordanie, etc.

Et s'il est vrai qu'il n'a pas la capacité de préparer des attentats spectaculaires comme ceux que l'on a connus à Londres, Madrid et New York, cela ne signifie pas que les gouvernements puissent se relâcher, en particulier alors qu'entre 2 500 et 3 000 hommes ont rejoint les rangs de l'EI en provenance de pays occidentaux. ■